



Cellule d'Analyse de Politiques
Economiques du CIRES



PROGRAMME D'ACTIVITES 2024

DECEMBRE 2024

Cellule d'Analyse de Politiques Economiques du CIRES - CC N° 0227945C -
08 BP 1295 Abidjan 08

Tél. : (00225) 27 22 44 41 24 - 01 01 97 84 13 - Fax : (225) 27 22 48 51 68

E-mail : assistanat@capec-ci.org - www.capec-ci.org /Sise au CIRES, Bd. Latrille, près du
Lycée Classique d'Abidjan

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	1
INTRODUCTION	1
1- CONTEXTE GENERAL.....	2
1.1- CONTEXTE INTERNATIONAL	2
1.2- CONTEXTE NATIONAL.....	3
2- ACTIVITES PREVUES POUR 2025.....	4
2.1- TRAVAUX DE RECHERCHE	4
2.2- PUBLICATIONS.....	20
2.3- FORMATION	20
2.4- SEMINAIRES DE DISSEMINATION, FORUM, INTERFACE ET GOUVERNANCE.....	20
2.5- ETUDES ET RECHERCHES A TITRE ONEREUX	20
2.6- APPUIS TECHNIQUES ET CONVENTIONS	21
2.7- AUTRES ACTIVITES.....	21
2.8- PLAN DE COMMUNICATION 2025.....	21
2.9- RESULTATS ATTENDUS	22
3- INDICATEURS DE PERFORMANCE ET RISQUES.....	22
3.1- INDICATEURS DE PERFORMANCE	22
3.2- RISQUES.....	22
CONCLUSION	23
ANNEXES.....	24

INTRODUCTION

La Cellule d'Analyse de Politiques Economiques du CIRES (CAPEC) devra continuer au cours de l'année 2025, sous les orientations de son Comité de Pilotage, d'accroître sa notoriété dans le cercle des institutions qui comptent dans le domaine de la réflexion économique, du renforcement des capacités, et de l'assistance technique. L'expertise de la CAPEC est aujourd'hui reconnue au-delà des frontières ivoiriennes. Elle s'impose de plus en plus comme une structure nationale, voire africaine capable d'orienter la politique économique.

L'année 2024 a été marquée par des événements géopolitiques et économiques majeurs, avec des répercussions mondiales. Les élections présidentielles aux États-Unis et au Mexique ont été des moments clés, reflétant les tensions politiques et les dynamiques sociétales en cours, notamment la polarisation croissante et les enjeux de légitimité démocratique. Parallèlement, la guerre en Ukraine a continué d'influencer les marchés de l'énergie et de l'alimentation, tandis que le conflit Israël-Hamas au Moyen-Orient a aggravé l'instabilité dans la région, avec des impacts économiques encore à évaluer.

Au niveau national, la CAPEC a mené, entre autres, une étude sur l'état de la concurrence en Côte d'Ivoire pour le compte de la Commission Nationale de la Concurrence (finalisée). Elle a également réalisé une analyse sur la compétitivité du secteur privé ivoirien, commanditée par la Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI) (rapport final soumis). En outre, la CAPEC a finalisé des projets tels que l'optimisation des recettes fiscales en Côte d'Ivoire, commandité par le Projet d'Amélioration de la Gouvernance pour la Délivrance des Services de base aux citoyens (PAGDS), ainsi que l'évaluation de l'impact socioéconomique des mesures d'exonérations en vue de la rationalisation de la dépense fiscale, également pour le PAGDS (rapports finaux soumis). Au niveau international, la CAPEC a mené, entre autres, le volet quantitatif de l'étude nationale sur les violences faites aux femmes, commandité par ONU Femmes (en cours). Elle contribue également à l'appui à la mise en place d'une fiscalité en faveur de l'alimentation saine en Côte d'Ivoire, un projet initié par l'UNICEF (débuté). La Cellule a aussi conduit d'autres études pour le compte de ministères, structures publiques et organisations internationales.

L'année 2025 marque la conclusion du Plan National de Développement (PND) 2021-2025, qui vise notamment l'accélération de la transformation structurelle de l'économie par l'industrialisation et le développement de grappes ; le développement du capital humain et la promotion de l'emploi ; le développement du secteur privé et de l'investissement ; le renforcement de l'inclusion, de la solidarité nationale et de l'action sociale ; le développement régional équilibré, la préservation de l'environnement et la lutte contre le changement climatique ; ainsi que le renforcement de la gouvernance, la modernisation de l'État et la transformation culturelle. Parallèlement, des travaux sont en cours pour élaborer le PND 2026-2030. Le processus de formulation de ce nouveau plan a débuté en mai 2024 et devrait s'achever en mai 2025, avec une signature envisagée lors de la dernière session annuelle du Comité Directeur Conjoint du PND 2021-2025. Ce processus comprend l'évaluation du PND 2021-2025 et l'élaboration du Bilan Commun de Pays. En outre, la Côte d'Ivoire se prépare à des échéances électorales majeures en 2025, notamment l'élection présidentielle prévue en octobre. La révision des listes électorales a débuté en octobre 2024, marquant le lancement officiel du processus électoral. Ces événements posent des défis significatifs pour le pays, notamment en matière de gouvernance, de stabilité politique et de développement socio-économique. La CAPEC devra jouer un rôle clé en fournissant des analyses et des recommandations pour accompagner la Côte d'Ivoire dans cette période cruciale.

La CAPEC ambitionne de renforcer son rôle dans l'analyse et l'élaboration des politiques économiques en Afrique, et particulièrement en Côte d'Ivoire, afin de relever les défis persistants liés à la transformation structurelle des économies et à l'amélioration du bien-être des populations.

Le présent document présente le programme d'activité détaillé de la CAPEC pour l'année 2025. Il est en phase avec la vision Côte d'Ivoire 2030 et prend en compte un ensemble de défis auxquels fait face l'État de Côte d'Ivoire, notamment les perturbations économiques résultantes du conflit en Ukraine, les tensions géopolitiques croissantes, les risques climatiques et la réduction de la pauvreté. Il est structuré autour de trois sections. La première présente le contexte général ; la deuxième expose les activités prévues pour l'année 2025 tandis que la troisième section est dédiée aux indicateurs de performance et à l'analyse des risques associés.

1- CONTEXTE GENERAL

Cette section comprend dans un premier temps le contexte mondial et régional et dans un second temps une analyse du contexte national, qui permettent d'orienter les activités à mener.

1.1- CONTEXTE INTERNATIONAL

L'année 2024 est marquée par une croissance mondiale stable mais peu reluisante, caractérisée par une désinflation continue laissant entrevoir un atterrissage en douceur. Selon le Rapport « Perspectives de l'Economie Mondiale Octobre 2024 » du Fonds Monétaire International (FMI), malgré cette modération de l'inflation, les perspectives économiques sont susceptibles d'être révisées à la baisse.

Les tensions géopolitiques s'intensifient, des poussées de volatilité de cours sur les marchés financiers entraînent un resserrement des conditions financières, et des problèmes dans le secteur immobilier chinois affectent les échanges commerciaux mondiaux. De plus, la montée du protectionnisme et la fragmentation géoéconomique continuent de poser des défis importants pour la stabilité économique mondiale. Par ailleurs, des perturbations dans le processus de désinflation empêchent les banques centrales d'assouplir leur politique monétaire, ce qui complique la politique budgétaire et menace la stabilité financière.

Face à ces menaces multiples, les gouvernements doivent réévaluer leurs stratégies. Il est essentiel d'ajuster les politiques budgétaires pour garantir la viabilité de la dynamique de la dette et reconstituer des marges de manœuvre, tout en accélérant les réformes structurelles pour stimuler la croissance à long terme et promouvoir la transition verte.

Selon le FMI (2024), la croissance mondiale, estimée à 3,2 % en 2023, devrait rester stable en 2024 et 2025, soit en dessous de la moyenne annuelle historique (2000–2019) de 3,8 %, en raison du durcissement des politiques monétaires, du retrait des dispositifs d'appui budgétaire, ainsi que d'une faible croissance tendancielle de la productivité. Dans les pays avancés, la croissance devrait passer de 1,6 % en 2023 à 1,7 % en 2024 et 1,8 % en 2025. Dans les pays émergents et en développement, la croissance devrait rester stable à 4,2 % en 2024 et 2025. Les pays en développement à faible revenu devraient connaître une accélération progressive de la croissance, passant de 4,0 % en 2023 à 4,7 % en 2024 et 5,2 % en 2025, à mesure que certaines contraintes qui pèsent sur la croissance à court terme s'atténuent. L'inflation globale devrait être réduite, passant de 6,8 % en 2023 à 5,9 % en 2024, puis à 4,5 % en 2025.

En Afrique subsaharienne particulièrement, la croissance devrait passer d'un taux estimé à 3,4 % en 2023 à 3,8 % en 2024 puis à 4,0 % en 2025, à mesure que les effets négatifs des chocs météorologiques antérieurs s'atténuent et que les problèmes d'approvisionnement soient progressivement résolus (FMI, 2024).

Cependant, ces perspectives sont exposées à plusieurs facteurs de risque. Parmi ceux-ci, de nouvelles flambées des prix des produits de base, alimentées par les conflits en cours, notamment à Gaza et en Ukraine, pourraient freiner la reprise mondiale en augmentant les coûts de l'alimentation, de l'énergie et du transport. L'inflation persistante, due à des pénuries de main-d'œuvre ou des tensions sur les chaînes d'approvisionnement, pourrait entraîner une hausse des anticipations de taux d'intérêt et un affaiblissement des marchés financiers. De plus, des ajustements budgétaires trop rapides ou une gestion inadéquate du surendettement risquent d'entraîner une contraction plus marquée de la croissance et de nuire à la dynamique des réformes.

Selon le FMI (2024), il est impératif d'adopter des mesures adaptées pour répondre aux divers facteurs de risque identifiés. À court terme, il s'agit pour les banques centrales de contrôler l'inflation de manière équilibrée, en évitant à la fois un assouplissement prématuré et une intervention tardive. Dans le même temps, un rééquilibrage budgétaire s'avère indispensable pour reconstituer des marges budgétaires, financer des investissements prioritaires et préserver la soutenabilité de la dette. À moyen terme, la mise en œuvre de réformes structurelles destinées à stimuler l'offre pourrait contribuer à réduire à la fois l'inflation et l'endettement tout en soutenant durablement la croissance. Enfin, la coopération internationale joue un rôle clé pour faire face aux défis liés à la fragmentation géoéconomique, aux changements climatiques, à la transition énergétique et aux efforts de restructuration de la dette.

1.2- CONTEXTE NATIONAL

L'année 2024 est marquée par la persistance des répercussions économiques de la crise ukrainienne, qui continue de générer des pressions inflationnistes à l'échelle mondiale. En Côte d'Ivoire, bien que l'inflation demeure modérée, elle reste soutenue, ce qui pousse le gouvernement à adopter des mesures fortes pour préserver le pouvoir d'achat des ménages. Sur le plan budgétaire, la guerre en Ukraine entraîne des pertes significatives de recettes fiscales, notamment sur les produits pétroliers. Pour atténuer les effets de la hausse du coût de la vie, l'État maintient ses subventions sur les prix de produits essentiels, tels que le gasoil et certaines denrées alimentaires de base. Ces efforts visent à maîtriser l'inflation, qui devrait rester en dessous de la norme communautaire de 3 % sur la période 2023-2025.

Le budget de 2025 s'équilibre en ressources et en charges à 15 339,2 milliards de FCFA, en hausse de 11,8 % par rapport à 2024 (13 720,7 milliards de FCFA). Ce projet de budget, structuré autour de 31 dotations et 153 programmes, vise à ramener le déficit budgétaire à 3 % du PIB, conformément aux normes de l'UEMOA. L'accent sera mis sur l'optimisation du système fiscal et l'élargissement de l'assiette fiscale pour augmenter les recettes intérieures, tout en maîtrisant les dépenses de fonctionnement. Des investissements stratégiques seront réalisés dans des secteurs clés tels que l'agriculture, les infrastructures et la santé, afin de soutenir la croissance économique et renforcer la résilience face aux chocs extérieurs. Par ailleurs, le gouvernement mettra un accent particulier sur la réduction de la pauvreté et des disparités sociales, en augmentant les allocations pour les programmes sociaux et facilitant l'accès aux services essentiels. Au niveau budgétaire, en dépit des contraintes liées à la persistance de la crise ukrainienne et de la situation sécuritaire dans le sahel, les recettes fiscales sont prévues à 8 803,2 milliards de FCFA en 2025 contre 7 533,8 milliards de FCFA en 2024 soit un taux de croissance de 16,85%. La pression fiscale s'établirait à 15,4% en 2025 après 14,4% en 2024 du fait de la poursuite des actions menées par le Gouvernement pour améliorer le recouvrement des ressources.

Selon le rapport pays 2024 pour la Côte d'Ivoire de la Banque Africaine de Développement (BAD), les perspectives économiques 2024-2025 sont favorables, avec une croissance du PIB réel, projetée en moyenne à 7 % sur la période 2024-2025. Celles-ci bénéficieraient des effets positifs induits par : (i) l'accélération des réformes et des investissements du Plan national de développement (PND) 2021-2025, soutenues par un nouveau programme macroéconomique du FMI pour la période 2023-2026 ; (ii) l'accroissement de la production de pétrole et de gaz, consécutif aux nouvelles découvertes intervenues en 2021 et 2022 sur le gisement « Baleine » ; et (iii) une demande mondiale plus forte que prévue.

La croissance économique ivoirienne serait stimulée par plusieurs secteurs, notamment l'agriculture, avec une forte dépendance à la production cacaoyère, qui bénéficie de cours mondiaux favorables. Le secteur secondaire, représentant des activités comme les produits pétroliers, l'énergie, l'agroalimentaire et le BTP, devra relever le défi de diversifier l'économie pour réduire la dépendance aux fluctuations des ressources naturelles. Le dynamisme des services, tels que les télécommunications, le transport et le commerce, reste un atout, mais il nécessite des investissements en infrastructures et en technologies pour maintenir la compétitivité.

Du côté de la demande, la croissance continuera d'être portée par les investissements privés et publics ainsi que par la consommation des ménages. Toutefois, l'instabilité économique et les contraintes budgétaires pourraient limiter les investissements publics, freinant ainsi la croissance inclusive. Bien que l'inflation soit prévue à 3 % en 2025, après un taux de 3,8 % en 2024, la gestion des pressions inflationnistes et la préservation du pouvoir d'achat restent des enjeux importants.

En matière de finances publiques, la consolidation budgétaire devrait réduire le déficit à 3 % du PIB en 2025, tout en stabilisant l'endettement à 58,4 % du PIB, mais la gestion de la dette reste un défi pour financer les projets de développement. Le déficit du compte courant, prévu à 6,8 % du PIB en 2024, se réduirait à 6 % en 2025 grâce à l'amélioration des termes de l'échange et aux investissements étrangers.

Cependant, des risques liés à la sécurité, aux conditions financières internationales et aux chocs climatiques pourraient menacer la croissance. La stabilité institutionnelle, la gestion de la sécurité et les réformes dans le cadre du Plan de Développement National sont essentielles pour garantir une croissance durable et inclusive.

2- ACTIVITES PREVUES POUR 2025

Le Programme d'activités de l'année 2025 s'articule autour de sept (7) points : (1) les études et recherches, (2) les publications, (3) les formations, (4) les séminaires de dissémination, forum et interface, (5) les études et recherches à titre onéreux, (6) appuis techniques et conventions, et (7) les autres activités. La sous-section (8) permettra de présenter les résultats.

2.1- TRAVAUX DE RECHERCHE

Les chercheurs de la CAPEC comptent réaliser, en 2025, huit (09) études portant sur des thèmes relatifs aux dépenses fiscales et à la productivité des PME, au rôle de la politique fiscale dans le civisme fiscal des PME, au ratio fiscal et à la soutenabilité de la dette, à l'inclusion financière et à l'accès au crédit informel des petits agriculteurs, aux pratiques vertes et à la performance des entreprises, à l'investissement public et à la diversification de l'économie, ainsi qu'à l'adoption des pratiques durables dans le secteur agricole. Ces études s'inscrivent en lien direct avec les enjeux de développement identifiés dans les documents stratégiques de politique

en Côte d'Ivoire. L'analyse des dépenses fiscales et de la productivité des PME, ainsi que du civisme fiscal, appuie les efforts visant à optimiser la mobilisation des ressources internes, une priorité pour renforcer l'autonomie financière de l'État et financer les objectifs de développement. Les recherches sur le ratio fiscal et la soutenabilité de la dette répondent à la nécessité de garantir une gestion prudente de l'endettement, essentielle pour préserver la stabilité macroéconomique et assurer un financement durable des infrastructures et des services publics. L'inclusion financière et l'accès au crédit informel des petits agriculteurs sont en phase avec les priorités d'autonomisation des populations rurales et de modernisation de l'agriculture, pour réduire les inégalités et améliorer les conditions de vie. Les pratiques vertes et la performance des entreprises répondent aux engagements nationaux en faveur de la transition écologique et de la compétitivité durable. Enfin, les études sur l'investissement public et la diversification économique, ainsi que sur l'adoption de pratiques durables dans le secteur agricole, visent à réduire la dépendance économique aux matières premières, tout en consolidant une croissance inclusive et respectueuse de l'environnement. Ces travaux s'intègrent dans une dynamique de recherche-action pour éclairer les politiques publiques et répondre efficacement aux défis économiques et sociaux du pays.

Etude 1 : Le rôle de la politique fiscale dans le civisme fiscal des PME informelles en Côte d'Ivoire : / Dr TRAORE Nohoua

A. Introduction

Le civisme fiscal se définit comme l'accomplissement volontaire, par les contribuables, de leurs obligations fiscales, qu'il s'agisse de déclarations ou de paiements. Il est largement admis que le comportement de l'administration fiscale, notamment en termes d'accessibilité, de transparence et de performance, joue un rôle crucial dans le renforcement de ce civisme. Cependant, l'administration fiscale est souvent critiquée pour sa rigidité et son manque de communication, des éléments qui peuvent affaiblir la confiance des contribuables. Par ailleurs, le sentiment d'injustice, la complexité et le manque de clarté du système fiscal sont fréquemment identifiés comme les principales causes de l'incivisme fiscal, se traduisant par le non-respect des engagements fiscaux ou une non-conformité aux règles établies.

La « conformité/non-conformité fiscale » et ses déterminants ont fait l'objet de plusieurs études et recherches dans la psychologie, la sociologie, l'économie, les sciences politiques, l'administration publique, et autres (Kasipillai et al, 2003), et qui visent à comprendre pourquoi les contribuables se conforment ou non au paiement de leurs impôts. Ces travaux ont exposé plusieurs facteurs de nature économique, sociale et institutionnelle ayant un impact sur la discipline fiscale tels que l'âge, le sexe, le niveau éducatif, la religion, la perception de la transparence, la confiance dans les gouvernements, la démocratie participative, la reddition des comptes, etc. Dans ce sens, l'objet de notre présent article est de mettre en exergue les facteurs qui influencent la conformité fiscale dans un pays en développement comme la Côte d'Ivoire qui peine à mobiliser les ressources intérieures suffisantes pour financer l'économie. Cette analyse est faite, sous l'hypothèse stipulant que les politiques fiscales pourraient avoir les effets défavorables au civisme fiscale.

B. Aperçu sur la relation entre le contribuable et l'Etat en matière de civisme fiscal

La relation entre la « satisfaction » envers un service public et « l'engagement fiscal » du contribuable est similaire au « paradoxe de l'œuf et de la poule ». En effet, les impôts sont essentiels pour financer les dépenses des collectivités territoriales. Ce sont des contributions pécuniaires obligatoires dues par les contribuables locaux sans compensation directe, et qui devraient être utilisées pour répondre aux besoins d'intérêt général en vue de

la prospérité et du bien-être de la population locale. En revanche, l'amélioration continue et durable des services publics devrait, en principe, accroître la satisfaction des contribuables, et, sous cette « condition », accroître le sens de l'engagement et du respect des obligations fiscales chez eux.

Autrement dit, et en vertu de la théorie de l'impôt-échange, la relation entre l'Etat et le contribuable repose sur l'existence d'un contrat social selon lequel la première est tenue à assurer des services publics locaux, moyennant des impôts payés par le second. Il s'agit, d'une manière ou d'une autre, d'un contrat entre les deux parties. C'est-à-dire que la capacité des pouvoirs publics à assurer des services publics de qualité, continus et durables, reste tributaire du volume et de la qualité des revenus fiscaux mobilisés.

Au regard de la nécessité de favoriser une amélioration de l'efficacité et de l'efficience de la mobilisation des ressources intérieures, approfondir la notion de civisme fiscal en lien avec la politique fiscale pourrait enclencher la dynamique nécessaire à la conception de systèmes fiscaux plus efficaces et réactifs et mieux à même de faire progresser la discipline fiscale volontaire. Ce qui par voie de conséquence favorisera l'élargissement de l'assiette fiscale au profit de pays comme la Côte d'Ivoire, qui demeure en deçà de sa capacité fiscale.

C. Objectifs

L'objectif général de cet article est d'analyser le rôle de la politique fiscale dans le civisme fiscal des PME

De façon spécifique l'article cherche à :

- ✓ Déterminer le lien entre la politique fiscale et le civisme fiscal ;
- ✓ Identifier les barrières au civisme fiscal ;
- ✓ Déterminer les leviers du civisme fiscal ;
- ✓ Expliquer les conditions d'élargissement de l'assiette fiscale aux PME informelles.

D. Méthodologie

Le présent travail de recherche est conduit dans une approche quantitative à l'aide d'analyses descriptives et économétriques, à partir de données primaires. L'analyse utilisera deux sources de données : les données issues de l'étude CAPEC/CRDI portant sur les impacts de la Covid 19 et celles collectées dans le cadre des études PAGDs. Les modèles économétriques envisagés sont le Switching Regression Model et un modèle Logit multinomial.

E. Principaux résultats attendus

- ✓ le lien entre la politique fiscale et le civisme fiscal est déterminé;
- ✓ les barrières au civisme fiscal sont connues ;
- ✓ les moteurs du civisme fiscal des entrepreneurs sont connus ;
- ✓ Les conditions d'élargissement de l'assiette fiscale aux PME informelles sont expliquées.

Etude 2 : Impact des dépenses fiscales sur la productivité des PME en Côte d'Ivoire : une analyse selon le genre / Dr BECHO Isabelle épouse N'DRI

A. Introduction

En Côte d'Ivoire, les Petites et Moyennes Entreprises (PME) jouent un rôle central dans le tissu économique national, représentant environ 98% des entreprises et contribuant significativement à la création d'emplois et au développement économique (CEPICI, 2023). Conscientes de leur rôle, les autorités fiscales ont mis en place des politiques incitatives telles que des dépenses fiscales (exonérations, déductions et crédits d'impôts) pour stimuler la productivité des PME et renforcer leur compétitivité sur les marchés nationaux et internationaux.

Cependant, malgré ces efforts, les résultats obtenus en matière de productivité restent insuffisants. Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette situation, notamment le manque d'accès à l'information, la capacité d'absorption limitée des PME ou encore l'inefficacité de certaines politiques fiscales. Plus particulièrement, des études préliminaires soulignent que les PME dirigées par des femmes se heurtent à des obstacles structurels et sociaux plus complexes que celles dirigées par des hommes.

Ces contraintes incluent des disparités d'accès aux dispositifs fiscaux en raison d'un manque d'information ciblée ou d'une complexité administrative ; une plus grande difficulté pour accéder au financement et aux capitaux nécessaires pour tirer pleinement profit des avantages fiscaux. De plus, la fiscalité ivoirienne, bien qu'incitative, semble ne pas avoir intégré une perspective de genre dans l'élaboration et la mise en œuvre des dépenses fiscales. En l'absence de données désagrégées par genre, il est difficile d'évaluer si ces politiques bénéficient réellement à toutes les PME de manière équitable. Cette situation soulève des préoccupations majeures : les dépenses fiscales sont-elles équitablement accessibles aux PME dirigées par des femmes ? Ces mesures contribuent-elles à réduire les écarts de productivité entre les entreprises dirigées par les hommes et celles dirigées par les femmes ?

À travers ce constat, la question que nous posons est la suivante : Quel est l'impact des dépenses fiscales sur la productivité des PME en Côte d'Ivoire, et dans quelle mesure cet impact diffère-t-il selon le genre des dirigeant(e)s ?

B. Objectifs

B.1. Objectif général :

Analyser l'impact des dépenses fiscales sur la productivité des PME en Côte d'Ivoire en intégrant une perspective de genre.

B.2. Objectifs spécifiques :

- ✓ Identifier les types de dépenses fiscales bénéficiant aux PME en Côte d'Ivoire ;
- ✓ Mesurer l'impact des dépenses fiscales sur la productivité des PME dirigées par des hommes et celles dirigées par des femmes ;
- ✓ Comparer les écarts de performance en fonction du genre et des politiques fiscales appliquées.

C. Méthodologie :

C.1. Approche empirique

Pour évaluer l'impact des dépenses fiscales sur la productivité des PME en Côte d'Ivoire tout en intégrant une analyse selon le genre, une approche empirique basée sur des méthodes d'évaluation quasi expérimentales sera utilisée. Cette méthodologie permettra de contourner les biais de sélection potentiels et de garantir une évaluation rigoureuse de la causalité entre les dépenses fiscales et la productivité des PME. Trois techniques complémentaires seront mobilisées : le Propensity Score Matching (PSM), l'Endogenous Switching Regression (ESR) et la méthode de généralité entropique.

Le PSM sera utilisé pour appairer les PME et fournir une estimation initiale de l'effet des dépenses fiscales sur la productivité. L'ESR complétera cette analyse en tenant compte des caractéristiques non observables et des choix endogènes des PME. La méthode entropique permettra d'explorer les inégalités dans la distribution et l'efficacité des dispositifs fiscaux selon le genre.

C.2. Source des données

Dans le cadre de cette étude, il sera utilisé les données issues de l'enquête auprès des entreprises réalisées dans le cadre l'étude PAGDS portant sur l'impact des mesures d'exonérations fiscale en Côte d'Ivoire.

D. Résultats attendus

- ✓ Identification des dispositifs fiscaux les plus utilisés par les PME et leur efficacité perçue ;
- ✓ Mise en évidence des écarts de productivité selon le genre, associés aux dépenses fiscales ;
- ✓ Analyse approfondie des obstacles spécifiques rencontrés par les femmes entrepreneures dans l'utilisation des politiques fiscales.

Etude 3 : Quel ratio fiscal pour une croissance durable et une dette soutenable en Côte d'Ivoire ? /Dr ASSOUM

A. Contexte et justification

La problématique de cette recherche s'inscrit dans le double défi de la croissance économique soutenue et de la soutenabilité de la dette publique en Côte d'Ivoire. Avec des taux de croissance du PIB avoisinant 7 % ces dernières années, le ratio de la dette publique est passé de 24,7 % en 2012 à 58,1 % en 2023 (FMI, 2024). Cette évolution pose la question du rôle de la politique fiscale dans l'équilibre entre le soutien à la croissance et la maîtrise de la dette.

Selon la loi de Wagner (1923), le développement économique s'accompagne nécessairement d'une augmentation des dépenses publiques, nécessitant une collecte fiscale accrue pour préserver la soutenabilité de la dette. La Côte d'Ivoire doit donc adapter sa politique fiscale à ses spécificités politiques et sociales (Khan et al., 2021). En outre, la fiscalité est aussi un levier de régulation économique, comme l'indiquent Richard et Peggy Musgrave (1925), permettant de corriger les défaillances du marché et d'encourager l'investissement et la consommation, moteurs clés du développement (Asaolu et al., 2018).

Une fiscalité efficace peut stimuler la croissance inclusive en orientant les ressources vers les secteurs prioritaires, tout en réduisant les inégalités et en renforçant la stabilité macroéconomique (Ojo, 2008). Par ailleurs, comme

l'affirment Okoye et Ezejiyor (2014), elle doit concilier financement des dépenses publiques et remboursement de la dette.

L'objectif de cette recherche est de déterminer le ratio fiscal optimal pour soutenir une croissance durable tout en assurant une gestion efficace de la dette. En s'appuyant sur les données économiques ivoiriennes, l'étude vise à proposer une stratégie fiscale équilibrée, maximisant les recettes sans freiner l'investissement et la consommation.

B. Objectifs de recherche

L'objectif général de cette étude est de déterminer un ratio fiscal optimal pour la Côte d'Ivoire, qui permette de soutenir durablement la croissance économique tout en assurant la soutenabilité de la dette publique dans un contexte de forte croissance économique et d'augmentation rapide du ratio dette publique/PIB. Il s'agira spécifiquement de :

- ✓ Analyser l'évolution de la dette publique et des recettes fiscales en Côte d'Ivoire ;
- ✓ Évaluer le lien entre le ratio fiscal et la croissance économique ;
- ✓ Examiner l'impact de la politique fiscale sur la gestion de la dette publique ;
- ✓ Proposer un ratio fiscal optimal ;
- ✓ Formuler des recommandations de politiques fiscales.

C. Méthodologie

La méthodologie adoptée combine une analyse théorique et une investigation empirique pour déterminer un ratio fiscal optimal conciliant croissance économique et soutenabilité de la dette. D'abord, une exploration théorique s'appuiera sur des modèles économiques et cadres analytiques pour démontrer l'existence d'un seuil fiscal optimal. Ensuite, des données macroéconomiques issues des bases du FMI, de la Banque mondiale et de la BCEAO seront collectées, couvrant des indicateurs tels que les recettes fiscales, la croissance du PIB et la dette publique. Enfin, une analyse empirique, reposant sur des régressions et des modèles économétriques avancés, permettra d'identifier ce ratio optimal, en tenant compte des spécificités économiques de la Côte d'Ivoire.

D. Résultats attendus

- ✓ Identification claire des tendances historiques du ratio fiscal, de la croissance économique et de l'évolution de la dette publique en Côte d'Ivoire ;
- ✓ Quantification du ratio fiscal optimal qui équilibre les objectifs de croissance économique et de soutenabilité de la dette publique dans le contexte ivoirien ;
- ✓ Recommandations concrètes sur la politique fiscale à adopter pour maximiser les recettes fiscales tout en minimisant les risques de ralentissement économique ou de surendettement ;
- ✓ Contribution théorique et empirique à la littérature sur le rôle de la politique fiscale dans les pays en développement, avec un cas spécifique à la Côte d'Ivoire ;
- ✓ Outils décisionnels pour les autorités économiques permettant de mieux aligner la stratégie fiscale avec les impératifs de croissance et de gestion de la dette publique.

Etude 4 : Accès au crédit informel et performance des petits producteurs de cacao en Côte d'Ivoire et au Ghana Prof KIMOU Assi Carlos

A. Introduction

La Côte d'Ivoire et le Ghana représentent au moins 60 % de la production mondiale de cacao (Fountain & Huetz - Adams, 2020 ; ICCO 2020), soutenant les économies et les moyens de subsistance locaux. L'accès au crédit pour les agriculteurs est déterminé par divers facteurs, et les producteurs de cacao du Ghana et de Côte d'Ivoire sont confrontés à différents critères lorsqu'ils recherchent un crédit. Le crédit peut être obtenu auprès de sources formelles comme les banques commerciales ou de sources informelles comme les courtiers, les revendeurs locaux, les associations de crédit et les réseaux personnels (Haryanto et al., 2023). Même si l'accès au crédit auprès des institutions financières peut améliorer l'efficacité agricole, il existe des obstacles importants pour les agriculteurs, tels que l'exigence de garanties et de revenus stables (Anang et Dagunga, 2023). Il est donc difficile pour les agriculteurs de rembourser leurs prêts et d'obtenir des crédits auprès des banques (Alamsyah et al., 2023 ; Zheng et al., 2023). Par conséquent, de nombreux agriculteurs se tournent vers des sources informelles qui offrent des taux d'intérêt plus bas, des coûts de transformation réduits et exigent moins de garanties (Haryanto et al., 2023). Selon des études récentes, les agriculteurs qui parviennent à obtenir un crédit formel au Ghana peuvent augmenter leur production de fèves de cacao en accédant à davantage de ressources telles que des engrais et des pesticides. En comparaison, ceux qui dépendent du crédit informel avec des taux d'intérêt plus bas ont un accès limité au crédit formel et rencontrent des difficultés à rembourser leurs prêts (Ankuyi et al., 2023 ; van Paassen et al., 2022). En outre, la majorité des producteurs de cacao sont incapables de rembourser les crédits formels à taux d'intérêt élevés, ce qui les conduit à recourir au crédit informel, qui consiste à fournir des intrants plutôt que de l'argent liquide.

Cependant, très peu d'évidences sont disponibles pour appréhender l'effet du choix de l'institution financière sur la performance des producteurs de cacao. De même, le recours de la finance informelle comme mécanisme de transition des petits exploitants vers l'inclusion dans le système financier formel est très peu documenté.

B. Objectifs de l'étude

B.1. Objectif général

Cette étude vise à déterminer la corrélation entre la finance informelle et l'inclusion financière des petits producteurs de cacao.

B.2. Objectifs spécifiques

- Déterminer les facteurs affectant le choix du recours au crédit informel ;
- Montrer la relation entre le crédit informel et la productivité des petits exploitants de cacao
- Explorer la corrélation entre recours aux institutions de finance informelle et l'accès aux services financiers formels.

C. Méthodologie

C.1. Approche empirique

Suivant Campero et Kaiser (2013) Mutsonziwa & Ashenafi (2020) nous étudions les déterminants de l'utilisation des sources de crédit formelles et informelles. Afin de contrôler le biais de sélection possible, nous décomposons la décision d'utiliser le crédit en un processus de décision en deux étapes dans lequel, tout d'abord, les ménages forment leur ensemble de choix en décidant quel type d'institutions ils veulent considérer comme des prêteurs potentiels (connaissance), et ensuite choisissent parmi eux (utilisation).

Aussi, nous utiliserons l'appariement par score de propension (PSM) en appariant les petites exploitations agricoles des deux groupes. Nous examinerons l'effet de l'accès au crédit informel/formel sur la productivité des petits producteurs en utilisant l'effet moyen de traitement (ATE) ainsi que l'effet moyen de traitement sur les traités (ATT).

C.2. Source de données

Les données proviennent d'une enquête menée conjointement au Ghana et en Côte d'Ivoire en 2024, relative à l'Inclusion financière des Petits producteurs de cacao dans les deux pays. La base de données porte sur 818 petits producteurs de cacao (exploitants d'une ferme de moins de 5 ha) dont 396 au Ghana et 422 en Côte d'Ivoire.

D. Résultats attendus

A l'issue de cette étude, les résultats suivants sont obtenus :

- Les déterminants du choix de l'institution de crédit sont connus ;
- L'incidence du crédit informel sur la productivité des cacaoculteurs est analysée ;
- La corrélation entre finance informelle et transition vers la finance informelle est indiquée.

Etude 5 : Inclusion financière dans l'UEMOA et chocs macroéconomiques : Une preuve d'un modèle de projection trimestriel Néo-Keynésien semi-structurel/ Dr TOURE Talnan

A. Contexte

L'inclusion financière dans l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) est une priorité stratégique pour promouvoir le développement économique et social dans cette région, qui regroupe huit pays : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo. L'objectif de l'inclusion financière est de garantir que tous les segments de la population, en particulier les plus vulnérables et marginalisés, aient un accès équitable à des services financiers adaptés, abordables et sécurisés. Ces services incluent l'épargne, le crédit, les paiements, les assurances et les transferts d'argent.

En effet, au cours des dernières années, plusieurs initiatives ont été mises en place pour renforcer l'inclusion financière, notamment: (i) l'essor des services financiers numériques comme le mobile money (paiements mobiles) qui ont connu une adoption rapide, notamment grâce à des opérateurs tels qu'Orange Money, Wave ou MTN Mobile Money; (ii) les politiques et programmes de la BCEAO, cette dernière joue un rôle clé en promouvant des

réglementations favorables, comme la stratégie régionale d'inclusion financière adoptée en 2016; (iii) le développement des microfinances, permettant aux populations exclues des banques classiques d'accéder au crédit et à d'autres services financiers, et (iv) les partenariats public-privé, lesquels encouragent l'innovation pour proposer des produits financiers adaptés, notamment aux PME, aux agriculteurs et aux femmes.

Ainsi, une meilleure inclusion financière dans l'UEMOA devrait non seulement réduire la pauvreté en facilitant l'accès aux ressources financières pour les activités économiques, mais également favoriser l'autonomisation des femmes et des jeunes, souvent exclus du système, stimuler la croissance économique par un meilleur financement des PME et accroître la résilience des populations face aux chocs économiques.

Plusieurs preuves empiriques suggèrent que l'inclusion financière a des effets bénéfiques économiques et sociaux importants (*Demirgüç-Kunt et al., 2017 ; Beck, 2015 ; Mallick et Zhang, 2019 ; Zhang et Posso, 2019 ; Ozili, 2020 ; Banerjee et Newman, 1993 ; Suri et Jack, 2016*). En retour, un accès accru aux services financiers augmente l'épargne des ménages (*Aportela, 1999; Brune et al., 2016; Somville et Vandewalle, 2016; Allen et al., 2016*), l'emploi et les revenus (*Prasad, 2010; Bruhn et Love, 2014*), améliore le bien-être mental (*Karlan et Zinman, 2010; Angelucci et al., 2013*), favorise l'éducation (*Flug et al., 1998*), aide à prendre de meilleures décisions (*Mani et al., 2013*), améliore l'investissement (*Chauvet et Jacolin, 2017; Guiso et al., 2004; Klapper et al., 2006 ; Banerjee et al., 2013*).

Malgré des avancées, une grande partie de la population de l'UEMOA reste exclue des systèmes financiers formels, notamment en milieu rural où les infrastructures sont limitées. Les principaux défis incluent : la faible couverture bancaire dans les zones reculées, les coûts élevés des services financiers pour des populations à faible revenu, la méfiance envers les institutions financières liée à un manque d'information et de sensibilisation, le faible niveau d'éducation financière, limitant l'utilisation des services disponibles et la dominance de l'économie informelle, rendant difficile l'intégration dans le système formel. Certains auteurs expliquent les raisons du manque d'inclusion financière (exclusion financière) (*Sarma, 2008 ; Demirguc-Kunt et Klapper, 2012 ; Sarma et Pais, 2011 ; Dupas et Robinson, 2013 ; Dupas et al. 2018 ; Jack et Suri, 2014, entre autres*).

B. Objectifs

L'objectif de ce papier est d'évaluer l'impact des chocs macroéconomiques sur l'inclusion financière. La plupart des études sur l'inclusion financière utilisent soit des modèles macroéconométriques (*Li, 2018 ; Ahamed, 2016 ; Kim et al., 2018, Grohmann et al., 2018 ; Ahamed et Mallick, 2019 ; Zins et Weill, 2016 ; Kodan et Chhikara, 2013, entre autres*) ou soit des données d'enquêtes (*Bachas et al., 2018 ; Demirguc-Kunt et al., 2017, Klapper et al., 2016, Cull et al., 2014 ; Karlan et Morduch, 2010, etc.*). Il s'agit spécifiquement de :

- ✓ faire l'état des lieux de l'inclusion financière dans l'UEMOA ;
- ✓ évaluer le comportement de l'inclusion financière suite aux chocs macroéconomiques.

C. Méthodologie

Premièrement, une collecte de données secondaires sur l'inclusion financière sera effectuée, afin de conduire des statistiques descriptives, pouvant décrire son évolution dans chaque pays de l'espace UEMOA.

Deuxièmement, un Modèle de Projection Trimestriel Néo-Keynésien semi-structurel (MPT) sera construit pour la sous-région UEMOA, suivant Carlos de Resende (2022), pour quantifier l'impact des chocs macroéconomiques

sur l'inclusion financière. Ce modèle explique les principales caractéristiques économiques spécifiques de l'économie sous-régionale.

La structure interne du modèle permet de rendre compte de manière cohérente des interactions entre les principaux agrégats macroéconomiques et de capturer les chocs les plus pertinents pour l'économie régionale de l'UEMOA et leurs canaux de propagation, tout en produisant des fonctions de réaction à ces chocs qui peuvent contribuer à éclairer les décisions politiques de la BCEAO. Les enseignements tirés des MPT peuvent servir de base pour structurer les débats sur le choix des mesures politiques pertinentes, la définition des risques associés et les effets des politiques discrétionnaires. En fournissant un outil pour différents exercices contrefactuels concernant les politiques alternatives, des modèles tels que le QPM-UEMOA permettent une plus grande transparence dans les décisions politiques et la communication (Alichi et al., 2015).

Les aspects spécifiques de la zone UEMOA capturés par le modèle MPT-UEMOA comprennent le régime de change fixe qui rattache la monnaie régionale à l'euro, les contrôles de capitaux raisonnablement efficaces et, par conséquent, une certaine capacité (limitée et imparfaite) de la BCEAO pour influencer les marchés monétaires des pays de l'UEMOA. De plus, pour garantir la parité de change fixe, le modèle comporte une fonction de réaction qui permet à la BCEAO de cibler de facto indirectement le niveau des réserves de change (FX) à travers l'incorporation d'une prime de risque dans la règle de décision de politique monétaire.

D. Résultats attendus

Les résultats attendus à l'issue de ce papier sont les suivants :

- ✓ l'état des lieux de l'inclusion financière dans l'UEMOA est établi ;
- ✓ l'impact des chocs macroéconomiques sur l'inclusion financière est évalué.

Etude 6 : Investissements publics, retards d'exécutions et performance macroéconomique en Côte d'Ivoire / *Dr Kacou Yves*

A. Contexte et justification de l'étude

Les autorités ivoiriennes affichent leur volonté de faire de la Côte d'Ivoire un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure à l'horizon 2030. Cette volonté se traduit par la planification du processus de développement économique et social à travers l'élaboration de Plan Nationaux de Développement (PND). L'exécution des Plans nationaux de Développement (PND) a permis à la Côte d'Ivoire d'enregistrer des réalisations importantes, particulièrement en matière d'investissements dans les infrastructures, renforçant ainsi la croissance économique. Les efforts du Gouvernement en matière d'infrastructures de qualité ont principalement consisté entre autres à la mise en œuvre du Programme Présidentiel d'Urgence (PPU) volets éducation (Universités de Côte d'Ivoire) et santé, le programme d'entretien routier, les travaux de construction de l'autoroute du Nord, de l'hôpital Moscati, du pont Henri Konan Bédié, de l'échangeur sur le VGE, de l'autoroute Abidjan-Bassam, entre autres.

Le taux d'investissement global est passé de 9% du PIB en 2011 à 24% en 2021. Pendant cette période, l'investissement public est passé de 5,4% à 8,6% du PIB, soit un accroissement de plus de 16 points de pourcentage du PIB. En 2021, les investissements publics représentaient 36 % du total des investissements, tandis que les investissements privés s'élevaient à 54 %.

L'investissement dans les infrastructures est un élément clé de la politique budgétaire dans les pays en développement. Alors qu'il y a un consensus selon lequel l'investissement public, notamment dans les

infrastructures, pourrait contribuer à la croissance économique à long terme (Aschauer, 1989 ; Leduc et Wilson, 2012 ; Calderon et al., 2015 ; Ramey, 2021), les preuves empiriques sont plus mitigées lorsqu'on examine les épisodes de grands projets d'investissement public. Les projets d'investissement public sont entachés de retards importants dans leur mise en œuvre. Les projets d'investissement public doivent suivre un long processus de planification, d'appel d'offres, de contractualisation, de construction et d'évaluation. L'autorisation parlementaire du processus guidant l'exécution des dépenses peut parfois prendre du temps ou, dans l'extrême, être rejetée. De plus, parfois, le manque de discipline budgétaire peut entraîner de multiples révisions des affectations budgétaires approuvées par le parlement, retardant également le processus d'exécution (Balma et Gurara, 2019). Les contraintes de capacité d'absorption pourraient entraîner des retards dans la mise en œuvre et l'achèvement des projets (Espinoza et Presbitero, 2022). Cette étude vise à déterminer si l'effet macroéconomique d'un programme de relance en Côte d'Ivoire, qui inclut des dépenses d'investissement public dépend fortement de l'ampleur des retards de mise en œuvre.

B. Objectifs de recherche

L'objectif global de cette étude est d'évaluer l'impact macroéconomique des dépenses en investissement public, tant en période normale qu'en cas de retards dans leur réalisation. Plus précisément, cette étude vise à :

- ✓ Identifier la durée moyenne nécessaire à la réalisation des grands projets d'investissements publics en Côte d'Ivoire ;
- ✓ Évaluer l'efficacité de l'investissement public en tant que mesure de relance budgétaire lorsque des retards surviennent dans la mise en œuvre et l'achèvement des projets ;
- ✓ Évaluer l'impact des retards dans la mise en œuvre des investissements publics sur le multiplicateur de l'investissement public à court et à long terme.

C. Méthodologie

Un modèle d'équilibre générale dynamique et stochastique (DGSE) de type keynésien avec des frictions inspiré des travaux de Christiano et al. (2013) est utilisé pour évaluer l'impact macroéconomique de l'investissement public. A ce modèle, nous incorporons une modélisation du processus de retard dans l'exécution des projets d'investissements. Le modèle est log-linéarisé et résolu selon la méthode de solution de Sims (2001) et estimé à l'aide de techniques bayésiennes telles que décrites dans An et Schorfheide (2007). L'estimation Bayésienne du modèle se fera à l'aide des données de la Direction des Prévisions, des Politiques et des Statistiques Economiques (DPPSE), de la Direction Générale du Budget et des Finances et de la base de données de la Banque Mondiale sur la période 2012 à 2020. Les données collectées devront donc concerner les variables suivantes : le PIB, la consommation privée, les dépenses d'investissement publics, les dépenses courantes, la dette publique, les recettes sur le revenu et la consommation.

D. Résultats attendus

A la suite de cette étude :

- ✓ La durée moyenne de réalisation des grands projets d'investissements publics sera identifiée ;
- ✓ L'efficacité de l'investissement public en tant que mesure de relance budgétaire en présence de retards dans la mise en œuvre et l'achèvement des projets sera évaluée ;

- ✓ L'impact des retards dans la mise en œuvre des investissements publics sur le multiplicateur d'investissement public à court et long terme sera évalué.

Etude 7 : Pratiques vertes et Performance des entreprises en Côte d'Ivoire / Dr KOUADIO Kouassi Boniface

A. Introduction

Dans un monde où la crise environnementale devient de plus en plus présente, les entreprises doivent repenser leur modèle économique pour faire face aux défis écologiques, sociaux et économiques. Il est clair que les enjeux environnementaux ne peuvent plus être ignorés, car cela influence non seulement la survie des entreprises face aux pressions des parties prenantes, mais aussi leur capacité à rester compétitives sur le marché mondial. Selon Porter et Kramer (2006), intégrer l'environnement dans la stratégie d'une entreprise peut créer un avantage concurrentiel durable. Les pratiques vertes, qui incluent des actions comme l'efficacité énergétique et la gestion responsable des ressources naturelles, sont maintenant considérées comme essentielles pour réduire l'impact écologique des entreprises, tout en générant des bénéfices économiques sur le long terme.

Les entreprises, qui sont des acteurs importants de l'économie, ont un impact direct sur l'environnement, que ce soit à travers l'utilisation des ressources naturelles, la création de déchets ou les émissions de gaz à effet de serre. Cela montre bien pourquoi il est important qu'elles s'engagent dans des pratiques écologiques pour réduire ces effets négatifs. Par exemple, réduire les déchets et la consommation d'énergie peut entraîner d'importantes économies tout en augmentant la rentabilité des entreprises (Hawn et al., 2018). De plus, avoir une approche respectueuse de l'environnement devient essentiel pour les investisseurs et les consommateurs, qui préfèrent de plus en plus les entreprises qui agissent de manière responsable. L'adoption de ces pratiques peut également améliorer la réputation de l'entreprise et lui permettre d'accéder à de nouveaux marchés tout en aidant à la transition vers une économie verte.

La Côte d'Ivoire, qui possède une biodiversité unique et un riche patrimoine naturel, fait face à des défis environnementaux importants, comme la déforestation, la perte de biodiversité, la pollution et le changement climatique. Selon la Banque mondiale (2021), la déforestation en Côte d'Ivoire a atteint des niveaux inquiétants, mettant en danger les écosystèmes locaux et la qualité de vie des populations. Cela rend urgent pour les entreprises locales de s'engager dans des pratiques de gestion durable des ressources. Surtout dans des secteurs comme l'agriculture, l'industrie et l'énergie, les entreprises ont un rôle clé pour réduire l'impact environnemental et peuvent contribuer à la protection de l'environnement en adoptant des pratiques qui respectent la nature (IFC, 2019).

Pour faire face à ces défis, la Côte d'Ivoire a mis en place des politiques pour encourager les pratiques vertes, comme la gestion durable des forêts et le soutien à l'utilisation des énergies renouvelables. Mais le chemin est encore long, notamment à cause de la forte pression sur les ressources naturelles et y' a un manque de sensibilisation à l'importance d'intégrer la durabilité dans les processus de production (Vervoort et al., 2020).

Dans ce contexte, cette recherche a pour but d'analyser l'effet des pratiques vertes sur la performance des entreprises privées en Côte d'Ivoire. Plus précisément, elle vise à répondre à la question suivante : Quel est l'effet des pratiques vertes sur la performance des entreprises en Côte d'Ivoire ?

B. Objectifs de recherche

L'objectif général est d'analyser comment l'intégration des pratiques respectueuses de l'environnement dans les stratégies commerciales influence la performance des entreprises, tant en termes de rentabilité que de compétitivité. De façon plus spécifique, il s'agira de :

- ✓ Analyser l'effet des pratiques de gestion de l'énergie sur la performance financière des entreprises
- ✓ Évaluer l'effet des certifications environnementales sur la compétitivité à long terme des entreprises

C. Méthodologie de recherche

C.1. Source de donnée

Dans le cadre de cette étude, il sera utilisé l'enquête de la Banque mondiale sur les entreprises (WBES) 2023 qui est une enquête réalisée auprès d'un échantillon représentatif du secteur privé. Cette enquête couvre un large éventail de sujets liés à l'environnement des affaires, notamment l'accès au financement, la corruption, les infrastructures, la concurrence et la performance.

C.2. Approche économétrique

Pour analyser l'impact des pratiques vertes sur la performance des entreprises en Côte d'Ivoire, un modèle économétrique pertinent, où la performance des entreprises est expliquée par plusieurs variables indépendantes liées aux pratiques vertes et aux caractéristiques spécifiques des entreprises, sera utilisé. Pour y remédier, on va utiliser la méthode des variables instrumentales. En effet, dans le cadre de cette étude, une variable instrumentale pourrait être le « niveau de réglementation environnementale » dans le pays ou une "politique gouvernementale qui incite à l'adoption de pratiques vertes". On suppose que cela influence les pratiques écologiques des entreprises sans avoir un impact direct sur leur performance.

Dans le cadre de cette étude sur les pratiques vertes et la performance des entreprises en Côte d'Ivoire, un problème d'endogénéité pourrait apparaître entre les "pratiques vertes" et la "performance financière". En effet, les entreprises qui performant bien peuvent être plus susceptibles d'adopter des pratiques écologiques.

D. Résultats attendus

- ✓ Les entreprises adoptant des pratiques de gestion de l'énergie de leur performance financière améliorée grâce à la réduction des coûts et une meilleure rentabilité.
- ✓ Les entreprises certifiées écologiquement, comme celles avec la norme ISO 14000, ont un avantage concurrentiel élevé.
- ✓ L'adoption de pratiques écologiques et l'augmentation de l'innovation dans les produits et processus sont liées.
- ✓ La gestion des émissions de CO2 devrait réduire l'empreinte écologique des entreprises, ayant un impact positif sur leur performance environnementale et la perception des consommateurs.

- ✓ La taille de l'entreprise et son secteur d'activité influenceront l'adoption des pratiques vertes, avec les grandes entreprises et celles dans des secteurs sensibles plus susceptibles de les adopter, ce qui pourrait améliorer leur performance globale.

Etude 8 : Adoption des pratiques durables dans les filières Hévée et Palmier à Huile en Côte d'Ivoire : Le Rôle Du Conseil Agricole / Prof BEKE Tite

A. Contexte et problématique

Deuxième produit agricole d'exportation après le cacao, le caoutchouc naturel occupe une place de choix dans l'économie ivoirienne. La Côte d'Ivoire est en effet, le 4^{ème} producteur mondial de caoutchouc naturel depuis la fin de l'année 2020 avec près de 850.000 tonnes de production. Le pays occupe une position de tête en Afrique avec près de 78% de la production du continent.

La place de la filière palmier à huile est également essentielle dans l'économie ivoirienne pour au moins deux raisons. D'une part, l'huile de palme constitue un produit de base dans la consommation des ménages et d'autre part, la chaîne des valeurs du palmier à huile intègre une transformation locale de la quasi-totalité des régimes générant des emplois et des revenus permettant de faire vivre directement et indirectement, près de deux (2) millions de personnes.

Ces filières restent cependant confrontées à des défis à la fois économiques et environnementaux : parvenir à répondre à la demande croissante du marché sans contribuer à la déforestation. La solution passe nécessairement par un accroissement de la productivité des planteurs villageois et l'adoption des pratiques durables. La question centrale est celle du rôle du conseil agricole dans la réponse aux enjeux environnementaux des filières hévéa et palmier à huile.

B. Objectifs

L'objectif principal de l'étude est d'analyser le rôle du conseil agricole dans l'adoption des pratiques durables dans les filières hévéa et palmier à huile. De manière spécifique, il s'agit :

- d'identifier les déterminants de l'adoption des pratiques durables dans les filières hévéa et palmier à huile ;
- d'évaluer l'impact du conseil agricole sur la décision et l'intensité d'adoption des pratiques durables dans les deux filières.

C. Méthodologie

L'étude utilise une méthode quasi-expérimentale pour évaluer l'impact du conseil agricole sur l'adoption des pratiques durables et l'intensité de cette adoption dans les filières hévéa et palmier à huile en Côte d'Ivoire.

Le principe de cette méthode consiste à évaluer l'effet causal propre du conseil agricole par comparaison avec un groupe témoin équivalent n'ayant pas bénéficié du conseil agricole mais dont les caractéristiques observables sont aussi semblables que possible à celles du groupe bénéficiaire du conseil. Ainsi dans la filière hévéa, l'échantillon se compose de 196 planteurs sélectionnés de manière aléatoire bénéficiaires du conseil et 298 non-bénéficiaires

sélectionnés également de manière aléatoire. Dans la filière palmier à huile, l'échantillon est constitué de 166 planteurs bénéficiaires (groupe traité) et 207 non-bénéficiaires du conseil (groupe de contrôle).

En termes de représentativité géographique, les échantillons couvrent l'ensemble des zones traditionnelles de production et les zones d'extension dans les deux filières.

D. Résultats attendus

A l'issue de cette étude, deux résultats majeurs sont attendus :

- ✓ un effet significatif positif du conseil agricole dans l'adaptation des systèmes de production aux normes de durabilité (agroforesterie, association de culture, ...) par le biais de la formation et l'expérimentation ;
- ✓ le conseil technique agricole a un impact positif et significatif sur la décision et l'intensité d'adoption des pratiques durables dans les deux filières.

Etude 9 : Revenu d'hydrocarbures et diversification de l'économie ivoirienne : expériences du Botswana, du Canada et de la Norvège / Dr KRAMO Germain

A. Contexte

Depuis 2012, le gouvernement ambitionne de réaliser la transformation structurelle de l'économie ivoirienne. La transformation de la structure productive de la Côte d'Ivoire implique la diversification vers des produits à indice de complexité du produit (ICP) supérieur.

Même si l'économie ivoirienne est relativement diversifiée, elle doit poursuivre sa transformation structurelle (OCDE, 2016)¹. La diversification économique reste un défi en Côte d'Ivoire. La diversification économique est une composante essentielle du développement économique grâce à laquelle un pays s'oriente vers une structure de production et d'échanges plus variée. Une diversification économique insuffisante se traduit fréquemment par une plus grande vulnérabilité face aux chocs extérieurs, ce qui peut compromettre les perspectives de croissance économique à long terme.

C'est dans un tel contexte que les autorités ivoiriennes ont annoncé une seconde grande découverte d'hydrocarbures (gisement « Calao ») après celle du gisement baptisé "Baleine" en 2021. La mise en exploitation de ces gisements va impacter considérablement la capacité de production de pétrole brut et de gaz de la Côte d'Ivoire.

La production de pétrole brut de la Côte d'Ivoire à fin décembre 2023 est de 10 752 196 barils correspondant à un débit journalier de 29 481 barils. Cette production est en hausse de 15,61% par rapport aux résultats obtenus en 2022 (9 300 556 barils) du fait de la mise en production du champ Baleine le 27 août 2023.

Les perspectives du secteur sont portées par la phase 2 de développement du gisement Baleine, découvert en septembre 2021 et entré en production en août 2023. Une phase 3 de développement devrait porter la production

¹ OCDE (2016), *Examen multidimensionnel de la Côte d'Ivoire : Volume 2. Analyse approfondie et recommandations*, Les voies de développement, Éditions OCDE, Paris.

du champ Baleine à environ 150 000 barils/jour de pétrole brut et 200 millions de pieds cubes par jour à partir de 2027².

Il est établi dans la littérature (Van der Ploeg, 2011) que l'un des principaux défis auxquels les pays dépendants du pétrole sont confrontés pour gérer leurs richesses est le phénomène de la maladie hollandaise, selon lequel un boom des ressources entraîne des conséquences économiques négatives. La théorie de la malédiction des ressources, telle que décrite par Sachs et Warner (2001), suggère que les pays riches en pétrole connaissent souvent une croissance économique plus lente en raison de l'éviction d'autres secteurs productifs.

Aussi, une analyse de l'effet des revenus des hydrocarbures sur la diversification de l'économie ivoirienne s'impose-t-elle, à la suite de nouvelles ambitions affichées par le Gouvernement de faire de la Côte d'Ivoire le principal hub pétrolier sous régional. La présente étude s'inscrit dans cette optique. Elle tentera de tirer les leçons des expériences du Botswana, Canada et de la Norvège afin de faire des propositions pouvant guider le Gouvernement dans cette nouvelle orientation. Le choix de ces pays se justifie par leur performance économique et la gestion des revenus tirés des ressources naturelles.

B. Objectifs

L'objectif de cette étude est d'analyser le rôle des revenus tirés des hydrocarbures dans la diversification des pays.

De façon spécifique, il s'agira de :

- ✓ une compréhension approfondie des dynamiques liées aux revenus des hydrocarbures et à la diversification économique des économies Botswanaise, Canadienne, Norvégienne et Ivoirienne ;
- ✓ déterminer l'effet des revenus tirés des hydrocarbures sur la diversification des économies Botswanaise, Canadienne, Norvégienne et Ivoirienne ;
- ✓ tirer les leçons des expériences du Botswana, du Canada et de la Norvège dont la Côte d'Ivoire pourrait s'inspirer.

C. Méthodologie

Pour analyser la relation entre les revenus tirés des hydrocarbures et la diversification de l'économie ivoirienne, nous utilisons une méthodologie bâtie autour des points suivants :

- ✓ une revue documentaire : il s'agira d'exploiter tous les travaux déjà produits sur la thématique abordée ;
- ✓ une analyse benchmark : l'expérience du Botswana, du Canada et de la Norvège seront analysées afin de tirer les leçons pouvant orienter les décideurs dans leur prise de décision ;
- ✓ une analyse économétrique : les outils économétrique seront utilisés pour déterminer l'effet les revenus tirés des hydrocarbures sur la diversification des économies Botswanaise, Canadienne, Norvégienne et Ivoirienne.

Les données proviendront des bases de données de la Banque Mondiale, de Penn World Tables et de la BCEAO.

² <https://www.economie-ivoirienne.ci/activites-sectorielles/petroles-et-gaz-naturel.html>

D. Résultats

Au regard des résultats études antérieurs, nous pouvons nous attendre aux résultats suivants :

- ✓ les revenus tirés des hydrocarbures affectent positivement la diversification ;
- ✓ la qualité des institutions influence l'effet des revenus tirés des hydrocarbures sur la diversification de l'économie.

2.2- PUBLICATIONS

Au titre des publications, comme en 2024 et en vue de réduire les charges, la CAPEC publiera des policy briefs issus des travaux de 2024 et de ceux de 2025, qu'elle distribuera par le canal de clés USB ou par des envois par mails, à l'occasion des séminaires de dissémination ou des conférences. Quelques exemplaires pourront être édités pour les Ministères, institutions avec lesquelles la CAPEC travaille régulièrement ou susceptibles d'être intéressées par la problématique traitée dans le Policy brief.

2.3- FORMATION

Au cours de l'année 2025, la CAPEC réalisera des sessions de formation au profit des chercheurs dont un media training, des doctorants et du Personnel d'appui. En fonction de la demande, elle organisera des sessions de formation à l'endroit des cadres de l'administration publique, du secteur privé et de la société civile.

2.4- SEMINAIRES DE DISSEMINATION, FORUM, INTERFACE ET GOUVERNANCE

En vue de faire connaître les résultats des travaux de recherche de la CAPEC aux décideurs et au grand public des divers secteurs (administration, secteur privé, collectivités locales, ONG, Société Civile, etc.), deux séminaires de dissémination des résultats des travaux des chercheurs seront organisés par la Cellule en 2025.

Pour veiller à l'orientation stratégique et mener à bien sa mission de supervision, le Comité de Pilotage de la CAPEC organisera quatre réunions statutaires en 2025 dont deux en présentiel dans les mois de juin/juillet et décembre.

2.5- ETUDES ET RECHERCHES A TITRE ONEREUX

La CAPEC prévoit contribuer une fois de plus à la réalisation de différentes études à titre onéreux. Au regard du bilan 2024 et des enjeux électoraux, la CAPEC s'attend à réaliser 12 nouvelles études à titre onéreux pour 2025 (dont deux ont été déjà remportées) en plus des études de 2024 à achever.

2.6- APPUIS TECHNIQUES ET CONVENTIONS

Comme les années précédentes, la CAPEC reste disponible pour offrir son assistance technique aux différents ministères qui la solliciteront ainsi qu'autres acteurs du secteur public, du secteur privé et de la société civile. A ce titre elle reste disposée à conclure des conventions avec les différentes structures à l'image de celle qu'elle a signée avec le Ministère du Budget et des Finances.

2.7- AUTRES ACTIVITES

En plus des activités classiques, d'autres activités seront réalisées dans le courant de l'année 2025. Il s'agit, entre autres, de :

- les audits des gestions des années 2018, 2019, 2020, 2021 et 2022, 2023.
- la coopération avec des institutions internationales pour l'organisation d'activités dont l'implication de la CAPEC dans la gestion du Japan Corner de l'Université Félix Houphouët Boigny qui a été inauguré le 1^{er} juin 2023 ;
- des réunions de l'équipe de travail et de séminaires internes dans le cadre de formations internes ou de réalisation d'études pour des institutions.

2.8- PLAN DE COMMUNICATION 2025

Objectifs Stratégiques

- ✓ Accroître la notoriété de la CAPEC ;
- ✓ Promouvoir les initiatives et événements majeurs de 2025 ;
- ✓ Mobiliser la communauté autour des projets et valeurs de l'organisation ;
- ✓ Moderniser l'image de marque et améliorer la présence digitale.

Publics Cibles

- ✓ Partenaires : bailleurs, entreprises, institutions académiques.
- ✓ Membres : experts, chercheurs, décideurs politiques ;
- ✓ Grand public : personnes intéressées par les enjeux économiques, sociaux, environnementaux et politiques ;
- ✓ Médias : presse locale, nationale, internationale, réseaux sociaux.

Axes de Communication

- ✓ Institutionnelle : mise à jour de la charte graphique, rapports annuels interactifs, relations médias renforcées ;
- ✓ Digitale : optimisation du site web, stratégie réseaux sociaux (campagnes interactives, storytelling, interviews) ;
- ✓ Événementielle : participation active aux conférences internationales ;
- ✓ Partenariats : campagnes co-brandées avec des partenaires partageant des objectifs communs.

Outils et Supports

- ✓ Médias traditionnels : brochures, affiches, plaquettes.
- ✓ Médias numériques : vidéos explicatives, infographies, publications interactives.

- ✓ Évaluation et Suivi
- ✓ Mise en place de KPI pour mesurer la performance.
- ✓ Bilans trimestriels et un rapport annuel pour ajuster les actions.

2.9- RESULTATS ATTENDUS

Les résultats attendus de l'exécution de ce programme d'activités sont récapitulés dans le tableau ci-après.

Résultats attendus du programme d'activités 2025

Activités		Résultats attendus
1	Etudes et recherches	09 travaux de recherches (recherches personnelles des chercheurs) en 2025
2	Publication	- Publication de policy briefs (prévision de 18 policy briefs en raison de 2 par étude).
3	Formation des Cadres du secteur public, du Secteur privé, de la société civile et Formation du Personnel et des Chercheurs de la CAPEC	- 02 pour les Cadres - 02 pour les Chercheurs - 02 pour le Personnel d'appui
	Séminaire de dissémination, Forum, Interface, Gouvernance	- Organisation de deux (2) Séminaires de dissémination des résultats des études et recherches - Organisation de trois (3) réunions ordinaires du Comité de Pilotage dont deux (2) en présentiel.
5	Etudes et recherches à titres onéreux, Mobilisation des ressources	- Participation aux appels d'offres pour des études et recherches à titre onéreux pour 10 nouvelles études ; - Présentation des requêtes
6	Appuis techniques	- Obtention de 2 nouvelles Conventions
	Autres activités	- Finaliser les audits de la gestion des années 2018 à 2023

3- INDICATEURS DE PERFORMANCE ET RISQUES

3.1- INDICATEURS DE PERFORMANCE

L'évaluation des performances pour l'année 2025 s'inscrira dans la continuité des années précédentes et sera réalisée conformément au Plan de Suivi et d'Évaluation, élaboré avec l'appui du Responsable chargé de cette mission. Les contributions des chercheurs et du personnel d'appui seront appréciées à travers une fiche spécifiquement conçue à cet effet.

3.2- RISQUES

La majorité des activités prévues pour l'année 2025 seront réalisées à l'aide des ressources internes générées à travers des prestations de service de la CAPEC. Cependant, la mobilisation effective de ces ressources constitue

le principal défi pour l'atteinte des objectifs fixés. Ce risque pourrait être minimisé grâce à une augmentation significative du soutien budgétaire de l'État, rendue possible par l'engagement de Monsieur le Président de l'Université FHB et des membres du Comité de pilotage.

CONCLUSION

L'année 2025 marque la dernière phase du Plan National de Développement (PND 2021-2025), et plusieurs défis demeurent pour impulser une transformation structurelle accélérée de l'économie. La CAPEC envisage de réaliser un total de neuf (09) études dans le cadre de son programme de recherche interne, ainsi que douze (12) autres études, dont dix nouvelles, destinées à différents partenaires. Ces travaux accompagnés de séminaires de dissémination, de conférences, d'activités de communication et de formations, visent à renforcer les capacités des décideurs et à éclairer les orientations des politiques économiques. Les détails relatifs au budget des chercheurs, au calendrier des activités et aux ressources allouées sont fournis en annexes.

ANNEXES

ANNEXE 1 : BUDGET TEMPS DES CHERCHEURS

Les budgets temps des chercheurs dans la mise en œuvre du programme d'activités 2025 de la CAPEC et représentent leur programme de travail individuel. L'unité de mesure est la semaine. Les activités inscrites dans les budgets-temps s'échelonnent sur une année subdivisée en quatre (4) trimestres.

ACTIVITES	Janv-Mars	Avril-Juin	Juillet-Sept	Oct-Decembre	TOTAL	
					Semaines	En %
Recherches	2,50	2,50	1,00	1,00	7,00	13,86
Thématiques	2,00	2,00	0,50	0,50	5,00	09,90
Suivi et évaluation	0,50	0,50	0,50	0,50	2,00	3,96
Publications	1,00	1,00	0,75	0,75	3,50	6,93
Policy briefs	1,00	1,00	0,75	0,75	3,50	6,93
Formation	1,00	2,00	1,50	0,50	5,00	09,90
Internes CAPEC	1,00	1,00	0,50	0,50	3,00	5,94
Cadres administration	0,00	1,00	1,00	0,00	2,00	3,96
Séminaires et Conférences	2,00	2,00	2,00	2,00	8,00	15,84
Internes CAPEC	1,00	1,00	1,00	1,00	4,00	7,92
Externes publiques	1,00	1,00	1,00	1,00	4,00	7,92
Administration CAPEC	2,00	2,00	3,00	2,00	9,00	17,82
Réunion CAPEC	0,50	0,50	0,50	0,50	2,00	3,96
Permanence	1,50	1,50	2,50	1,50	7,00	13,86
Sous Total Activités CAPEC	8,5	9,5	8,25	6,25	32,50	
<i>En % du Total CAPEC</i>	<i>26,15</i>	<i>29,23</i>	<i>25,38</i>	<i>19,24</i>	<i>100,00</i>	64,36
Enseignements	4,00	2,00	2,00	5,00	13,00	31,94
Congés	0,00	1,00	2,5	1,5	5,00	5,55
Sous Total hors CAPEC	4,00	3,00	4,5	6,50	18,00	35,65
TOTAL GLOBAL	12,5	12,5	12,75	12,75	50,5	100,00